

Edward M. Swiderski

Introduction

À LA RECHERCHE DE REPÈRES

Dans un écrit intitulé « Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht » (1784), Kant formule une distinction entre culture et civilisation qui étonne par sa pertinence actuelle. Le philosophe observe que, par rapport au comportement humain, on remarque une différence entre les dimensions extérieure et intérieure. D'une part, les formes externes d'honneur et de décence — la civilisation ; d'autre part, une idée morale, interne, c'est-à-dire un « état d'esprit moralement bon » — le propre de la culture. La civilisation et la culture, l'externe et l'interne, s'intègrent harmonieusement lorsque la dimension intérieure, morale, trouve son expression en une éthique motivant une conduite publique susceptible de promouvoir le développement ultérieur de l'esprit moral de tous, « la formation intérieure des esprits des... citoyens ». En général, on peut songer à des formes multiples du rapport entre culture et civilisation allant du renforcement positif de la culture par la civilisation que Kant tient pour l'idéal, jusqu'à une tension ou une opposition de deux "principes" qui mettrait en cause l'existence d'une éthique compatible avec l'épanouissement de chacun.

Traduit en un langage plus actuel, la distinction de Kant porte sur la tension possible entre les valeurs véhiculées par les institutions auxquelles tout acteur est confronté et l'idée que l'acteur se fait de son bien-être dans le contexte social précis. Un facteur contribuant à la congruence, l'harmonie de ces deux dimensions serait alors la reconnaissance par l'acteur de l'authenticité des valeurs institutionnelles, une reconnaissance renforcée par la perception du bien-être moral de ses concitoyens. Kant articula son intuition à une époque où certaines nations

européennes et la jeune société nord-américaine avaient entrepris le projet de construire un équilibre harmonieux entre la culture et la civilisation. Lorsqu'aujourd'hui nous retraçons les étapes de ce projet, nous nous servons des expressions d'« État de droit », « société civile », « marché libre », « démocratisation », « droits de l'homme » et d'autres encore. Certains, comme Charles Taylor, constatent que le sens culturel de ce projet n'a pas été retenu dans beaucoup de nos théories de la modernisation, que la plupart d'entre elles ont évolué dans une conception plutôt « aculturelle » de la socialisation, neutre à l'égard d'une idée morale de la personne, du bien social et de la spécificité d'une tradition culturelle.

Depuis 1989 dans les anciens régimes démocratiques populaires et 1991 en ex-URSS, on assiste à un débat continu et sans cesse renouvelé sur la nature et les perspectives de développement de leurs cultures et civilisations respectives. Les questions soulevées et constamment reformulées au sein de ce débat portent directement sur le sens et la direction de ce qui est appelé habituellement la « transition ». Est-ce que ce processus de transition réussit aujourd'hui à unir harmonieusement les dimensions intérieure et extérieure, l'ordre institutionnel et les valeurs de la personne, la civilisation et l'idéal moral d'une façon à assurer l'éclosion d'un ordre social cohérent ? Est-ce que le phénomène de la transition met en cause les visions « aculturelles » du processus social dévalorisées par leur incapacité maintes fois constatée et soulignée de prévoir l'effondrement rapide des régimes communistes ?

Kant, fils des Lumières, chantre de la raison universelle, défenseur acharné de la liberté et de l'auto-détermination du citoyen mondial, n'avait pas songé au type de crise morale, donc culturelle, que traversent, avec plus ou moins d'angoisse et de souffrance, la plupart des populations des pays postcommunistes. Leur transition est en grande partie une confrontation avec leur passé et partant une insécurité quant aux ressources d'un renouveau authentique. La crise se traduit par un sentiment de perte, de discontinuité dans toutes les sphères de la vie sociale : politiques, économiques, institutionnelles, mais aussi interpersonnelles. Ce sentiment est en outre exacerbé par la reconnaissance, y compris officielle, que le communisme soviétique est issu d'un mépris profond pour la civilisation et la culture précédentes. Marc Ferro replonge dans l'histoire récente de l'échec de la *perestroïka*. Il en retrace les étapes, depuis l'aveu de Gorbatchev que la « civilisation » communiste est pourrie et entrave la réalisation des valeurs authentiques du socialisme, jusqu'à la reconnaissance que celles-ci ne pourraient, à elles seules, faute d'un État à la hauteur de la tâche, assurer la cohésion sociale. Il en résulte, conclut Ferro, que « *la société russe [...] ne comprend plus le sens de l'Histoire et a perdu à la fois ses repères et ses recours* ».

Ce jugement rejoint celui des historiens comme Richard Pipes, Martin Malia, ou Andrzej Walicki, qui parlent de la « tragédie soviétique ». Pipes, dans *Communism : The Vanished Specter* (Scandinavian University Press/Oxford University Press, 1994), en réfléchissant sur les origines de l'expérience communiste, précise bien la source et l'ampleur de cette tragédie. « *Une société qui a été portée à l'existence par un petit groupuscule d'utopistes moyennant un coup d'État et maintenu par la terreur, aux frontières hermétiquement scellées, ne peut être désignée "utopique". Elle fut quelque chose de nouveau dans l'histoire en conception et en réalisation : une tenta-*

tive de lancer l'humanité, par la coercition, sur les voies qu'elle n'avait pas songé auparavant à suivre. Sa source ne fut pas l'expérience humaine mais un savoir livresque » (p. 53). Comprise à la lumière d'une telle analyse la transition est à comprendre non seulement comme la recherche des institutions modernes — un « retour à la civilisation », comme les « démocrates » en Russie l'avaient exprimé encore à l'époque de la *perestroïka* — mais avant tout comme la récupération et la revalorisation de ce plan de "l'expérience humaine" sensible à l'appel à « la formation intérieure des esprits des... citoyens ».

Les textes traduits du russe et du polonais réunis ici¹ témoignent à différents degrés d'une sensibilité aux soucis de Kant, mais toujours dans une optique marquée par le sentiment de perte, de discontinuité culturelle. Bien qu'ils puissent être lus dans un esprit analytique qui scrute attentivement le bien-fondé des arguments proposés (par ex. Nersesjanc sur le civilisme comme institution de propriété et de formes juridiques postsocialistes et a fortiori post-capitalistes), ils offrent en même temps des regards multiples sur les enjeux culturels et civilisationnels de la transition postcommuniste. De même, ils dressent un portrait, synoptique et schématique, des discours de l'intelligentsia qui se sont répandus depuis quelques années dans la sphère publique en Russie et ailleurs dans les pays postcommunistes.

Nersesjanc, fidèle à un marxisme lu à travers l'historiosophie de Hegel, prône la thèse d'un progrès inéluctable de l'histoire, malgré, ou peut-être à cause de ses anomalies multiples. L'effondrement du socialisme en Europe n'est guère suffisant pour justifier la croyance, et l'espoir (Frances Fukuyama), que le monde, surtout les pays postcommunistes, connaîtra un essor du libéralisme capitaliste. L'échec de l'expérience socialiste nonobstant le socialisme a tout de même dépassé (*aufgehoben*) la « logique » unidimensionnelle — la propriété privée — du capitalisme.

Mais comment alors entendre la « vie normale » dans la perspective de plusieurs générations en Europe orientale et centrale abruties par le projet d'une nouvelle société communiste ? Elle désigne le regain de la liberté. Porebski et Filek vont au cœur de la question : comment récupérer un sens de liberté personnelle dans une société habituée à une dévolution continue de responsabilité, à un cynisme à l'égard de ces "Oni" (le "Eux") qui imposent en masse les objectifs à réaliser dans la vie publique et privée ? Si, pour citer la phrase de Piotr Sztompka (« Civilizational Incompetence : The Trap of Post-Communist Societies », *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 22, Heft 2, April 1993, 85-95), le citoyen postsocialiste est accablé d'une « *incompétence civilisationnelle* » comment supposer qu'il serait à même de concourir à la création des conditions institutionnelles — la société civile — bénéfiques à son développement « intérieur » ?

L'autorité de l'histoire émerge à nouveau dans le rappel, par Il'in, que toute recherche de la liberté et d'une vie normale en société présuppose et doit réincarner une idée nationale, une mentalité, une conscience russe. Là où Porebski et Filek écrivent dans l'esprit cosmopolite du "citoyen mondial" de Kant, Il'in avance une idéologie nationale, non seulement comme un programme politique, mais avant tout comme une valeur en soi sans laquelle une société cohérente ne verra pas le jour. Inutile, dit-il, de poser la question de savoir si la Russie ou un autre pays

postcommuniste devrait se moderniser à l'occidentale tant que la question de son idée intégrante n'a pas été formulée et reconnue dans un consensus national. Auteur d'une véritable somme de théorie politique (en quatre volumes), Il'in défend une idée de plus en plus invoquée, celle de la spécificité irréductible de la culture politique russe comme expression de la « nature » du peuple (le *narod*) et de son histoire. Nostalgie du communisme? Apologie de l'idée d'un État fort se comprenant dans la perspective du principe géopolitique impérial d'une société interethnique? Ou l'expression d'une fierté, d'un orgueil blessé par l'humiliation d'une défaite nationale?

Les oppositions sont nettes : la civilisation devance/suit la culture; les formes externes sont/ne sont pas investies d'un contenu moral autonome par rapport à l'idéal moral du développement de la personne; le social est/n'est pas soumis à une loi de déploiement historique qui aboutit/n'aboutit pas à la société civile. Et tout ceci dans une conscience aiguë de la discontinuité qui concourt, avec plus ou moins de *pathos*, au maintien de la culture de crise.

Les contributions d'Anne Nivat et de Guylaine Saffrais ont pour thème, chacune à sa manière, l'espace public et les médias en Russie postsoviétique. Il est intéressant de relever le point où les deux auteurs divergent à propos du sens à attribuer au développement inouï des médias. Si Anne Nivat, en examinant la situation de la presse écrite et des antennes de télévision, en conclut qu'elles forment « le foyer de constitution d'un nouvel espace public » et que celle-ci « est une preuve de la démocratisation russe », Guylaine Saffrais reste plus prudente, se contentant d'observer que même si l'audiovisuel russe « est réellement engagé dans une nouvelle voie », la programmation actuelle, empruntant les « chemins déjà tracés par ses grandes sœurs occidentales », est « le symptôme d'une société sans repères ». Ou devrait-on peut-être dire, avec Kant, le symptôme d'une société qui ne sait pas encore donner la forme extérieure juste à sa liberté nouvellement affirmée?

NOTES

1. Les documents en langue originale, ainsi que d'autres textes sur ce sujet peuvent être obtenus à l'université de Fribourg, Institut d'Europe orientale, 7 route d'Englisberg, CH 1763 Granges-Paccots.
CZESLAW POREBSKI, professeur de Philosophie à l'Académie des Sciences économiques et sociales et à l'université Jagiellonienne de Cracovie. Concerné par les questions de la justice et de la politique sociales et les problèmes généraux de l'axiologie, Porebski s'intéresse aussi aux études comparatives des cultures politiques. Son dernier ouvrage en polonais en 1993 est consacré à la culture politique en Suisse.
JACEK FILEK, docteur en philosophie, enseignant à l'université Jagiellonienne, auteur de nombreux travaux sur la philosophie des valeurs, prépare une étude sur le concept de la responsabilité.
VICTOR IL'IN, professeur de philosophie et de sciences politiques à l'université Lomonossov de Moscou. Spécialiste de l'épistémologie des sciences naturelles et sociales, Il'in a fait paraître deux volumes réunissant des études sur le phénomène du pouvoir dans la culture russe passée et actuelle : *Filosofija vlasti* [La philosophie du pouvoir], M., MGU, 1993, et *Rossija : Opyt nacional'no-gosudarstvennoj ideologii* [La Russie : Vers une idéologie nationale-étatique]. Rédacteur de la revue *Social'no-političeskij issledovanija*, Moscou.
VLADIMIR NERSEJANC, professeur de droit et de philosophie, directeur de l'institut de Droit et de l'État de l'Acadé-

mie des sciences, Moscou. Marxiste d'inspiration hégélienne, Nersesjanc s'est distingué en Russie en publiant des ouvrages sur le concept de la société civile et du droit chez Hegel dans une perspective allant à l'encontre de la version officielle. Le texte présenté ici est le dernier chapitre de son ouvrage le plus récent : *Naš put' k pravu. Ot socializma k civilizmu* [Notre chemin vers le droit. Du socialisme au civilisme], Moscou, 1992.

EDWARD M. SWIDERSKI, maître-assistant à l'université de Fribourg (CH) et responsable de l'enseignement et de la recherche de la philosophie russe (et soviétique) et polonaise à l'Institut de l'Europe orientale; auteur d'un ouvrage sur l'esthétique soviétique, d'un autre sur la philosophie des sciences humaines en Pologne; prépare une étude sur la culture et la philosophie en Russie depuis le début de la *perestroïka*.